

LA NECESSAIRE EXPANSION DE LA PRODUCTION ANIMALE

ON SAIT LE RÔLE PRIMORDIAL QU'A JOUE LE PROFESSEUR RENE DUMONT, DE L'INSTITUT NATIONAL AGRONOMIQUE, AU DEBUT DE LA « NECESSAIRE REVOLUTION FOURRAGERE » dont il a eu le mérite de comprendre l'importance, avant la seconde guerre mondiale. A de nombreuses reprises, il a répété que « le problème fourrager était le problème numéro un de l'agriculture française ». Les expressions entre guillemets, qui sont aujourd'hui classiques, sont les siennes.

Dans une phase nouvelle de son activité, le Professeur R. DUMONT, qui a fait l'effort de visiter sur place la plupart des agricultures du monde entier, est actuellement préoccupé des problèmes de surpopulation et d'alimentation des pays sous-développés.

A notre demande, R. DUMONT a bien voulu présenter, lors de notre Assemblée Générale, un exposé traitant de la nécessaire expansion de la production animale.

Dans une première partie, le Conférencier a rappelé les menaces de surpopulation qui pèsent sur le monde et qui, au rythme actuel, créeraient dans deux siècles des conditions de vie telles que les hommes, entassés dans des buildings, devraient utiliser une longue vue pour apercevoir quelques lambeaux de végétation naturelle demeurés à titre d'espaces verts.

Parallèlement à cette surpopulation se pose le problème de la faim du monde.

Pour le Professeur R. DUMONT, la sous-alimentation correspond moins à une insuffisance du nombre de calories dont disposent les pays sous-développés qu'à la médiocrité de la qualité protéidique de leurs aliments.

Ces protéines, que les Européens cherchent dans une nourriture carnée, il est possible de les fournir à l'aide de protéines végétales et le Conférencier cite des expériences africaines dans lesquelles il a été possible d'assurer un bon développement à de jeunes enfants nourris avec des rations suffisamment riches en arachide. Les Chinois qui disposent d'un très petit nombre d'aliments animaux utilisent le soja comme source de protéines.

Nous ne donnerons, de l'exposé de R. DUMONT, que la partie qui concerne les solutions envisagées dans l'optique d'une planification agricole à l'échelle mondiale d'un monde surpeuplé.

Avant de laisser la parole à R. DUMONT, il nous est difficile de ne pas souligner ce qu'il y a de piquant à voir notre ami, qui a toujours manifesté des tendances anti-malthusiennes, aux prises avec les conséquences des lois mêmes de Malthus : accroissement plus rapide des hommes que de leur source d'alimentation.

L. HEDIN.

« ... Il faut maintenant sélectionner des vaches bonnes transformatrices de fourrages, et de longévité suffisante, et non pas des vaches beurrières. Et peut-être sera-t-il nécessaire de remettre en question l'animal transformateur ? Est-ce à cet égard la vache, est-ce un autre animal qui nous donnera le maximum de matière protéique, puisque c'est surtout de protéine dont l'humanité a besoin ?

Je voudrais demander aux spécialistes de Jouy-en-Josas de se pencher un peu plus sur un animal un peu plus sérieux que la vache : la chèvre. D'après les premiers calculs sommaires que j'ai faits, elle paraît capable de donner beaucoup plus de protéines animales avec la même quantité de protéines végétales.

Un certain nombre de notions que nous considérons comme admises sont discutables. En Ruanda Urundi, le Directeur du Parc National m'a démontré que l'hippopotame avait un meilleur rendement que les bovins pour la transformation en viande d'une végétation aquatique. Je sais bien que le beefsteack d'hippopotame est quelquefois un peu coriace et j'ai hésité à le suivre dans ses affirmations.

Nous avons déjà en matière fourragère considérablement modifié les conceptions concernant les plantes utiles ; en particulier le caroubier est appelé

à jouer un rôle important. Pourquoi, avec nos animaux, resterions-nous à cette primauté bovine qui, je le sais bien, a des origines religieuses certaines. En Ruanda Urundi, aux Indes, le bovin est l'objet d'un culte. Mais si l'on se place sur le plan économique, peut-être faudra-t-il remettre ces notions en question. C'est d'ailleurs notre rôle de bousculer les choses à la manière d'un bulldozer, ensuite d'autres reviennent remettre les choses en place. C'est ainsi que je le conçois, en matière d'économie agricole.

J'étais en 1957, à la demande de notre Ministre de l'Agriculture, en Vendée avec MM. COLEOU et SEVERAC, et nous avons fait un programme dans lequel COLEOU a naturellement développé un schéma d'élevage intégré à partir de la vache laitière, championne de la petite exploitation, le lait écrémé servant à développer l'élevage des veaux, des porcs et des volailles.

C'est le schéma classique que nos zootechniciens proposent à nos agriculteurs dans l'ensemble de la France. Ce schéma représente encore un gaspillage alimentaire considérable. On trouve dans la viande de poulet, de porc et de veau beaucoup moins de protéines et des protéines de qualité très inférieure à celles qu'il y avait déjà dans le lait écrémé. Par conséquent, dans une conception logique de l'économie mondiale, la poudre de lait écrémé représente une solution valable au problème posé par la recherche d'une alimentation protéique correcte et la tendance des prix actuels est mauvaise. On paie beaucoup trop cher le beurre, pas assez cher les protéines. Il faudrait que l'équilibre des prix se rétablisse, mais ceci est en cours de réalisation puisque le beurre s'écoule de plus en plus difficilement. L'octroi de poudre de lait écrémé aux pays sous-développés représente par contre un débouché très important.

Quand je pense que pendant des années, avant la guerre, la Laiterie Coopérative de Dieppe a jeté son lait écrémé à la mer parce que cela, d'après ses calculs, représentait la solution la plus économique ! Je participe au Comité Directeur du Fonds d'Aide et de Coopération qui a succédé au Fonds F.I.D.E.S.; nous donnons chaque année des crédits dont l'utilisation est plus ou moins bien faite, à des populations qui, en Afrique Tropicale, ont, au moment du sevrage, des mortalités effroyables. Rassurez-vous, dans certains de ces pays, dont la densité de population est voisine de 4 habitants au km², le problème de sursaturation démographique n'est pas immédiat, d'où intérêt de sauver les enfants qui se présentent. La solution pour l'agriculture française c'est qu'une partie de cette aide soit donnée en nature, sous forme de poudre de lait écrémé ; le volume de demandes est tel qu'il permettrait l'écoulement de la totalité du stock disponible dans nos exploitations.

Dans le même ordre d'idées, il y aurait lieu aussi de repenser le problème de nos fameuses races de boucherie, limousine, charolaise, ou autre. Ont-elles un avenir autre que celui d'être utilisées comme base de croisement industriel et encore à titre provisoire ? Je pense qu'elles n'en ont pas d'autre et dans cette orientation ce sont les vaches laitières à haut rendement et les races laitières à haut rendement protéique qui sont les plus intéressantes. Pour obtenir encore de la viande, une partie des femelles pourra être utilisée en croisement industriel.

Il y a actuellement des possibilités d'augmentation de la production de viande considérables. Le continent qui a, sur ce plan, le plus grand potentiel est certainement l'Amérique Latine et spécialement les pays tropicaux. Nous avons vécu longtemps ici dans les pays tempérés avec l'idée, et je l'ai écrit moi-même à plusieurs reprises, que ces pays étaient beaucoup mieux placés pour l'élevage et les productions animales que les pays tropicaux.

En 1945, faisant les premières synthèses à l'échelon mondial, j'ai montré que comme ces derniers sont appelés à s'industrialiser, ils auront moins besoin de produits industriels dans l'avenir ; en outre, ils ont la possibilité de fournir certaines denrées agricoles telles que le café, le thé, le cacao, le caoutchouc et même les matières grasses et le sucre ; il leur manque essentiellement les produits d'élevage. Et j'évoquais des bateaux frigorifiques chargés de carcasses de bovins et de poudre de lait écrémé tandis que nous leur acheminerions nos produits, à condition que les coûts de production soient plus élevés dans ces pays-là, ce qui me paraissait bien établi. Cela ne paraît plus certain du tout : en effet, j'ai vu dans la banlieue immédiate de Mexico une exploitation de 75 ha qui, depuis cinquante ans, fait luzerne sur luzerne renouvelée tous les cinq ans sans jamais qu'une autre plante intervienne dans la rotation. Sur ces 75 ha de luzerne on entretient 275 vaches hollandaises, sous les tropiques, à 2.200 m d'altitude. La moyenne laitière de ces vaches était de 4.000 litres. Les eaux de laiterie, bouses et urines retournent sur la luzerne et constituent les seuls engrais employés.

Le niveau de production s'établit à 14.000 litres de lait à l'hectare dans un pays où il n'y a pas d'abri, puisqu'il ne fait jamais froid, pas de réserve fourragère, puisque la luzerne donne toute l'année. Les courbes de production de lait dans ces conditions peuvent-elles être égalées en Europe où nous avons un climat moins favorable, donc la nécessité de fabriquer des réserves sous forme ensilage-foin ? Ces transformations sont coûteuses. J'ai été saisi aussi de voir que dans les zones les plus sèches du Brésil, où il peut rester

plus d'un an sans pleuvoir, quelquefois deux, le cactus inerme joue un rôle fourrager important là où autrefois on n'entretenait qu'un mouton à l'hectare.

A Brésil, on a pu atteindre une production de 2.000 litres de lait sous une pluviométrie moyenne de 5 à 600-700 mm suivant les saisons, grâce à l'introduction de la race hollandaise.

Au point de vue de la viande, à Madagascar, l'ensemble des 37 millions d'hectares de pacages donnent une moyenne de 4 kg vif de viande à l'hectare. Dans les Llanos de l'Orénoque, au Vénézuéla, la production moyenne en 1956 est de 5 kg de gain de poids vif à l'hectare, par contre, dans certaines fermes relativement évoluées d'Argentine, on enregistre des accroissements de poids dépassant de beaucoup les chiffres les plus élevés signalés en France.

Par conséquent, est-ce que les pays tropicaux ne pourront pas développer considérablement leurs productions animales ? Les chiffres que j'ai donnés sont loin d'être des maxima puisqu'à Porto-Rico, les Américains, dans leur Station expérimentale, ont obtenu, avec l'herbe à éléphant, 2.400 kg de viande par hectare et par an. Dans les quarante ans à venir qui intéressent quand même un certain nombre d'entre nous, la concurrence en matière d'élevage des pays tropicaux et des pays tempérés risque de devenir très dure. Que faut-il faire pour y répondre ?

Il faut garder l'avance technique que nous avons, mais qui est combattue parce que ces pays font de sérieux progrès. Nous en avons fait plusieurs jusqu'à présent : le tracteur, les engrais, le choix d'espèces sélectionnées, zootechnie renouvelée et modernisée. Mais il nous faut faire intervenir un nouveau facteur de production. Quel est-il ? Quelle est la nouvelle révolution technique ? Je vous conseille de lire la revue « L'eau » qui est éditée en collaboration avec le Génie Rural et un certain nombre de Maisons qui veulent vendre des tuyaux et qui ont intérêt à développer leurs débouchés. Dans cette revue on signale qu'aux U.S.A., sur 11 millions d'hectares de terres arides ou semi-arides, l'irrigation est suffisamment développée tandis que l'arrosage par aspersion en région humide ou semi-humide ne s'étend que sur 400.000 hectares. On envisage pour 2.070 d'amener l'eau, dans les régions semi-arides sur 50 ou 60 millions d'hectares, ce qui ne ferait que multiplier par 5 ou 6 la surface mise en valeur ; par contre, on arrosera dans les régions semi-humides ou humides 40 millions d'hectares, c'est-à-dire 100 fois plus que maintenant.

Par conséquent, il serait temps d'envisager l'arrosage complémentaire des régions semi-humides de la France, y compris la Bretagne, y compris les

régions les plus arrosées de France, car il y a toujours une période où la végétation est compromise. D'ailleurs, voyez-vous, l'agriculture bénéficiant d'un complément d'arrosage peut rentabiliser toutes les zones de France ; une telle opération supprime, élargit tout un goulot d'étranglement, augmente les possibilités de choix de la saison pour semer ou exploiter telle ou telle espèce fourragère, choix actuellement subordonné à la sécheresse.

En régions arides, l'arrosage complémentaire va entraîner une révolution dans les conditions de production de l'agriculture. Dans la moitié nord de la France, cet arrosage, auquel viennent s'ajouter les apports d'engrais, représentera la pleine valorisation, car actuellement chaque fois que l'on apporte des engrais et qu'il y a manque d'eau, naturellement ceux-ci sont mal utilisés.

La France devra, d'ici un demi-siècle, irriguer plus d'une vingtaine de millions d'hectares par irrigation de complément. Ceci suppose un investissement moyen de 200 milliards d'anciens francs par an. Je précise que les taux actuels d'investissement sont de 10 milliards par an. Il sont donc 5 % de ce qu'ils devraient être si nous avons une saine conception des possibilités de développement de notre pays et si nous voulions réellement donner à notre agriculture les moyens de se moderniser, d'abaisser ses coûts de production et de devenir une agriculture rentable et moderne.

René DUMONT,

Professeur à l'Institut National Agronomique.